

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 13 Septembre 2025

N° 519

PRIX : 100 FCFA

**TRAVAILLEURS, NE COMPTONS QUE SUR NOUS-
MÊMES POUR CHANGER NOTRE SORT !**



- **Sommaire au verso**



Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial

Travailleurs, ne comptons que sur nous-mêmes pour changer notre sort !

Pages 3-9 Côte d'Ivoire :

- ▶ Adresse aux travailleurs

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- ▶ Archidar : patron assassin !
- ▶ Fraternité matin : travailleurs exploités !
- ▶ Sipamci: témoignage d'un travailleur
- ▶ Yopougon-Micao: encore une coupure d'eau !
- ▶ Rentrée scolaire toujours catastrophique pour les travailleurs

LEUR SOCIÉTÉ

- ▶ Une lettre à leur protecteur
- ▶ Quand le PDCI et le PPA-CI s'adressent à l'armée et à la police
- ▶ Non à la violence contre les femmes !
- ▶ Du cinéma à bon compte !
- Racket policier à Abobo
- ▶ Inondation à man : entre incurie et mépris des autorités !
- ▶ Pour le patronat et le gouvernement, la situation des travailleurs, ça compte zéro !
- ▶ Rentrée universitaire: la réalité derrière les tapages publicitaires

DANS LE MONDE :

Pages 11-12 Sénégal :

Une mesure de plus contre la population pauvre

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT- LO

BP 20029

93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

TRAVAILLEURS, NE COMPTONS QUE SUR NOUS-MÊMES POUR CHANGER NOTRE SORT !

Le Conseil Constitutionnel a retenu et validé cinq candidats sur la soixantaine qui ont déposé leur candidature à la future élection présidentielle. Celles de Laurent Gbagbo et de Tidjane Thiam ont été rejetées.

Simone Gbagbo, Jean Louis Billon, Don Mello et consorts dont les candidatures ont été validées, recevront peut-être de la part de Ouattara quelques compensations en guise de remerciements pour avoir donné leur caution à ce scrutin dont le résultat est connu d'avance... à moins qu'un coup d'État militaire ne vienne mettre fin aux rêves de Ouattara. Rappelons que bien de chefs d'État africains qui se croyaient indéboulonnables ont été éjectés par des galonnés qu'ils avaient installés dans des postes clés pour assurer leur sécurité.

Alassane Ouattara occupe le fauteuil présidentiel depuis 2011. Son dernier mandat en 2020 était déjà sujet à contestation par ses opposants mais il veut remettre le couvert ... à ses risques et périls !

Nombreux sont les politiciens qui voudraient prendre sa place mais rien de fondamental ne les différencie. Exclue ou pas de la compétition électorale, ils sont tous dans le camp des riches et des exploiters. Leurs discours sur la «*démocratie, la paix, le développement, la lutte contre la pauvreté, etc*», ne sont destinés qu'à amuser la galerie. Leur point commun, c'est de vouloir diriger le pays pour se servir eux-mêmes et surtout pour permettre à la minorité capitaliste de continuer à s'enrichir sur le dos des travailleurs et des petits paysans, de piller les richesses du pays au détriment de la grande majorité de la population. Ce n'est pas un hasard si la situation des travailleurs se dégrade depuis plusieurs dizaines d'années alors que l'argent coule à flots pour les riches.

Les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire sur tous ces politiciens qui leur promettent un avenir meilleur. Aucune élection, fût-elle la plus démocratique du monde, ne mettra fin à la domination de la minorité capitaliste car son système économique ne repose pas sur un bulletin de vote mais sur l'exploitation, la violence et l'oppression.

Nous ne changerons notre sort que par nos luttes collectives, tous unis sur nos lieux de travail et dans nos quartiers, quelle que soit notre origine ethnique, notre nationalité ou notre religion.

Nous reproduisons ci-dessous un tract qui circule dans le milieu des «travailleurs», avec lequel nous sommes totalement en accord. Il fait appel à l'union des travailleurs par-delà leur ethnie, leur religion et leur nationalité, face à la montée de l'ethnisme et de la xénophobie dans cette période électorale.

Travailleurs,

Quelle que soit votre branche d'activité, que vous soyez au chômage ou à la retraite ; quelle que soit votre ethnie, votre nationalité ou votre religion, nous nous adressons à vous en cette période où les politiciens en compétition pour le pouvoir s'apprêtent à nous diviser et à nous opposer les uns contre les autres pour satisfaire leurs ambitions personnelles.

L'élection présidentielle prévue pour la fin du mois d'octobre ne présage rien de bon pour nous les travailleurs, nous les pauvres. Les trois principaux candidats de l'opposition, Laurent Gbagbo, Tidjane Tiam et Soro Guillaume en ont été exclus et à leur tour, ils dévient à Allasane Ouattara le droit de se présenter à un quatrième mandat. Voilà le problème. Voilà aussi l'origine des mauvaises rumeurs qui circulent depuis quelques temps. Dans la crainte d'un éventuel déferlement de violence, nombreux sont les travailleurs qui envisagent d'évacuer leurs familles au village.

Cela fait 25 ans que tous ces dirigeants se disputent ainsi le pouvoir. Nous savons que leurs palabres, c'est nous les travailleurs, nous les pauvres, qui les payons à chaque fois de notre chair, de notre souffrance. C'était le cas en 2000, 2002, 2004, 2010 et encore 2020. Voilà qu'ils se préparent de nouveau à nous refaire vivre les mêmes souffrances.

Ils se jouent de nous. Nous les avons tous vus au pouvoir. Il faut qu'on se souvienne de tous les sales coups qu'ils nous ont infligés ! Ce sont tous nos ennemis, ils sont tous dans le même camp des riches, dans le camp de ceux qui nous exploitent et nous oppriment.

Alors, nous qui habitons les quartiers pauvres, les cours communes, et qui avons vécu la barbarie et la violence dont ils sont capables, nous n'avons pas envie de les revivre encore une fois. Voilà pourquoi nous devons pouvoir compter sur la solidarité entre nous, au-delà de notre appartenance ethnique, nationale ou religieuse.

Cela doit commencer par le refus de laisser la division et la haine se répandre parmi nous les pauvres. Nous n'avons rien à gagner dans leurs histoires et surtout beaucoup à perdre. Alors, disons non à la xénophobie, non à l'ethnisme, non à tout ce qui divise les travailleurs et les pauvres entre eux ! Notre camp c'est celui de tous les travailleurs contre tous les exploiters et les politiciens, de quelque bord qu'ils soient.

Le 2 septembre 2025

Le quotidien des travailleurs

ARCHIDAR : PATRON ASSASSIN !

Archidar est une entreprise qui exerce dans le BTP. Elle est basée à Abidjan et a plusieurs chantiers à travers le pays. Les ouvriers de cette entreprise travaillent dans des conditions difficiles avec des contrats précaires de journalier : pas de déclaration à la Cnps, pas de matériel de sécurité même le plus élémentaire sur les chantiers. Les salaires varient entre 3 000 F pour les manœuvres et 6 000 F pour les ouvriers qualifiés. Ils travaillent six jours par semaine et même souvent les dimanches quand la direction l'exige.

Il y a quelques jours, un éboulement de terrain a coûté la vie à un travailleur et un autre s'en est sorti avec la hanche et un pied brisés.

Ce jour-là, deux travailleurs étaient descen-

dus dans un trou pour faire le nivellement de terrain et c'est à ce moment-là que la terre s'est écroulée sur eux. La présence d'une tractopelle sur le lieu n'a servi à rien car elle n'avait pas de carburant. C'est donc à la force des bras et à l'aide de pelles que les travailleurs ont essayé de dégager la terre pour sauver leurs collègues. Mais après plus d'une heure, ensevelis sous la terre, un des travailleurs succomba.

Face à la colère des travailleurs, le patron fit appel à la police et fit venir un engin pour enlever le corps.

La colère des travailleurs n'est pas retombée. Ils savent que ce qui est prioritaire pour le patron, c'est de faire du profit et tant pis s'il y a des morts !

FRATERNITÉ MATIN : TRAVAILLEURS EXPLOITÉS !

Le journal Fraternité Matin est un organe de presse gouvernemental. La situation de ceux qui travaillent à l'emballage y est misérable. Ce sont pour ainsi dire des journaliers à vie ! Même avec cinq ans d'ancienneté, ils sont payés entre 16 000 F et 18 000 F par semaine, toutes indemnités comprises. Ainsi, en travaillant toute la semaine de nuit, ils ne touchent même pas

le salaire minimum légal, qui est pourtant un salaire de misère par rapport à la flambee des prix.

On voit que même en travaillant pour le compte de l'État, les travailleurs ne sont pas mieux lotis que dans le secteur privé, pendant que ministres et autres députés s'en mettent plein les poches !

SIPAMCI: TÉMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR

«Sipamci est une entreprise située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle est spécialisée dans la production de produits cosmétiques et emploie une trentaine d'ouvriers. Le salaire est de 3 000f par jour. Il n'y a pas de tenue de travail, pas de chaussure de sécurité, aucune protec-

tion élémentaire. Les injures aux travailleurs sont fréquentes».

Ces conditions difficiles de travail sont partagées par des travailleurs de nombreuses entreprises de cette zone industrielle et ne datent pas d'aujourd'hui. Aucun gouver-

nement ne viendra changer le sort des travailleurs. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui peuvent s'organiser ensemble

et défendre leurs intérêts face à la rapacité des capitalistes.

YOPOUGON-MICAO: ENCORE UNE COUPURE D'EAU !



Distribution d'eau potable à Yopougon (PH DR)

À Yopougon-Micao, depuis plus d'une semaine, l'eau est coupée. Les habitants vont chercher l'eau là où ils peuvent en trouver. Souvent ils s'associent pour prendre des tricycles. Il faut parfois porter les bidons

sur la tête ou dans une brouette. Ainsi le bidon de 20 ou 25L revient à 150 ou 200F alors que 1000L d'eau coûtent tout au plus 664F à la Sodeci. C'est une véritable corvée qui mobilise parfois tous les membres d'une famille.

Dans ce quartier ouvrier à proximité de la zone industrielle de Yopougon, la question de l'accès de l'eau potable est un véritable problème. Cela ne date pas d'aujourd'hui et les autorités ne l'ignorent pas. Mais comme cela se passe dans les quartiers pauvres, ce n'est pas le problème des riches qui gouvernent ce pays. Le «*développement*» dont ils parlent à longueur d'années n'est manifestement pas pour les pauvres!

RENTÉE SCOLAIRE TOUJOURS CATASTROPHIQUE POUR LES TRAVAILLEURS



Des élèves du primaire en classe (PH DR)

Pour les travailleurs et les populations pauvres dont la misère et le chômage sont le quotidien, la rentrée scolaire est encore un autre grand souci. Pendant que les salaires baissent et que le coût de la vie monte en flèche, voilà que viennent

s'ajouter les dépenses liées à la rentrée scolaire.

Comment trouver de l'argent pour payer la scolarité des enfants ? Comment payer les fournitures ? Comment en même temps assurer la popote et gérer les autres problèmes de la vie ? Ce sont là des questions qui constituent un casse-tête pour les travailleurs en ce moment.

Pendant ce temps, les politiciens de tous poils sont là à promettre monts et merveilles pour être élus aux élections à venir.

Ce n'est pas de ces gens-là que les travailleurs peuvent attendre quelque chose en leur faveur.

Leur société

UNE LETTRE À LEUR PROTECTEUR

Les dirigeants du Pdcî et du Ppa-ci, Tidjane Thiam et Laurent Gbagbo, radiés de la future élection présidentielle, ont adressé une lettre commune à Emmanuel Macron, le président de la France. Avec un ton qui se veut menaçant, ils dénoncent le «*soutien*» et la «*complicité*» de la France à la candidature d'Alassane Ouattara pour un quatrième mandat alors qu'eux ont été radiés de ces élections.

Dans cette lettre, ils désignent la France comme «*partenaire historique et stratégique de la Côte d'Ivoire*». Ils savent de quoi ils parlent quand ils invoquent les liens historiques entre les deux pays. Cela remonte au temps de la colonisation mais c'est tout sauf du «*partenariat*» !

Pour l'impérialisme français, la Côte d'Ivoire fait toujours partie de son pré-carré. Les hommes politiques de la bourgeoisie ivoirienne sont liés de multiples façons aux capitalistes et aux hommes politiques français. L'impérialisme français est assez puissant pour imposer son homme au

sommet de l'État ivoirien en fonction de ses intérêts économiques et géostratégiques.

Ainsi, la France a soutenu successivement Houphouët puis Bédié, avant de passer à Guéi, Gbagbo et Ouattara. Qui sera le prochain ? Cela dépendra de l'usure de son actuel poulain Ouattara. Si celui-ci devient incapable de gérer la situation politique et sociale du pays au point de devenir un frein aux bonnes affaires de l'impérialisme français, celui-ci le jettera comme une chaussette usée.

Une seule chose est certaine, c'est que quel que soit le président qui sortira des urnes ou des casernes, rien ne changera pour les travailleurs et les populations pauvres en Côte d'Ivoire. Le seul changement sur lequel les travailleurs peuvent compter, c'est celui qu'ils seront capables d'imposer par leurs mobilisations et par leurs luttes collectives contre les exploiters et les politiciens à leur solde.

QUAND LE PDCI ET LE PPA-CI S'ADRESSENT À L'ARMÉE ET À LA POLICE

Les dirigeants du Pdcî et du Ppa-ci ont adressé une lettre aux forces armées de Côte d'Ivoire pour leur rappeler que «*la mission sacrée de l'armée et de la police est de protéger les citoyens et de garantir la paix et non de semer la terreur*».

De quels «*citoyens*» est-il donc question ici ? Des riches ou des pauvres ? Les uns tirent leur richesse en exploitant les autres. Les intérêts des uns sont diamétralement opposés à ceux des autres. Tout travailleur qui a un vécu sait que les forces armées sont avant tout payées pour réprimer les travailleurs, défendre les intérêts des exploiters, maintenir l'esclavage salarié, imposer l'ordre capitaliste, fût-il dans le sang !

Pour être fort et défendre efficacement ses

intérêts contre l'exploitation, le camp des travailleurs ne doit souffrir d'aucune division, ni ethnique, ni nationale, ni religieuse. Ces divisions sont souvent propagées par les hommes politiques de la bourgeoisie pour mieux diviser les travailleurs et permettre ainsi aux riches de mieux les exploiter.

Alors, les partis politiques qui prétendent défendre «*les intérêts de tous les ivoiriens*» sont des menteurs. Quand ils demandent à l'armée de «*garantir la paix*», il s'agit de «*la paix*» pour permettre aux riches de continuer d'exploiter les travailleurs et d'appauvrir encore plus la population qui s'enfonce dans la misère et qu'on chasse de partout. Cette «*paix*»-là n'est rien d'autre qu'une guerre contre les pauvres !

NON À LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES !



Étudiante tuée par son conjoint à Port-Bouet (PH DR)

Une femme a été tuée de plusieurs coups de couteau par son conjoint ce 9 septembre. Ce fait divers a fait la une des journaux mais il n'est qu'un parmi de nombreux cas. En Côte d'Ivoire, les trois quarts des victimes d'homicides conjugaux sont des femmes. En 2020 par exemple, ce sont 416 femmes qui ont été tuées par leurs conjoints dans la seule ville d'Abidjan. Selon les statistiques, ce sont au moins deux viols par jour qui sont commis en Côte d'Ivoire ! Combien meurent sous les coups, combien subissent des violences sexuelles

DU CINÉMA À BON COMPTE !

La «*Brigade de Contrôle Rapide*» du Ministère du Commerce et de l'Industrie a mené une action de contrôle inopiné dans les différentes librairies de certains quartiers d'Abidjan pour vérifier que les prix sont bien affichés. Connaître les prix, c'est une chose, pouvoir acheter des livres, c'en est une autre !

RACKET POLICIER À ABOBO

Le mercredi 10 Septembre aux environs de 19h du côté d'Abobo Samaké, il y a eu une opération policière de contrôle d'identité. À cette heure-là, il y a une forte affluence dans ce lieu car il permet de se rendre à différents endroits de la commune. Tous ceux qui n'avaient pas de papier étaient conduits vers les cargos positionnés un peu

et physiques, combien sont battues quotidiennement, souvent dans l'indifférence générale ? En plus, d'avoir honte d'en parler, elles ne savent pas où aller. La famille et les proches ont parfois tendance à dire que ce n'est pas si grave !

En plus de ces violences physiques, il y a les violences psychologiques, les injures, les humiliations de toutes sortes, etc.

Certes, des centres de dénonciations existent dans les commissariats, de même que des «*centres d'accueil*» pour les personnes victimes de violences. Mais peu les connaissent et quand ils sont connus, ce n'est pas suffisant !

Car dans une société fondamentalement basée sur des inégalités et l'exploitation, les femmes sont considérées comme des sous-hommes, les violences qu'elles subissent sont minimisées, cachées et pas suffisamment combattues ou dénoncées !

Le combat contre les violences faites aux femmes est un combat qui s'inscrit dans la lutte contre l'exploitation, dans la lutte contre la société capitaliste !

Avec les salaires qui n'évoluent pas, la précarité de l'emploi et les prix qui flambent, chaque année les rentrées scolaires sont de vrais moments de cauchemars pour les populations pauvres !

Pendant ce temps, le gouvernement joue avec les mots pour faire semblant d'agir !

à l'écart dans des coins sombres. À défaut de pièces d'identité, les billets de 2 000 F à 5 000 F pouvaient faire l'affaire.

Ainsi leur «*patrouille d'envergure de sécurisation du District d'Abidjan de la Police Nationale* » n'est rien d'autre qu'une opération de rançonnage de la population.

INONDATION À MAN : ENTRE INCURIE ET MÉPRIS DES AUTORITÉS !

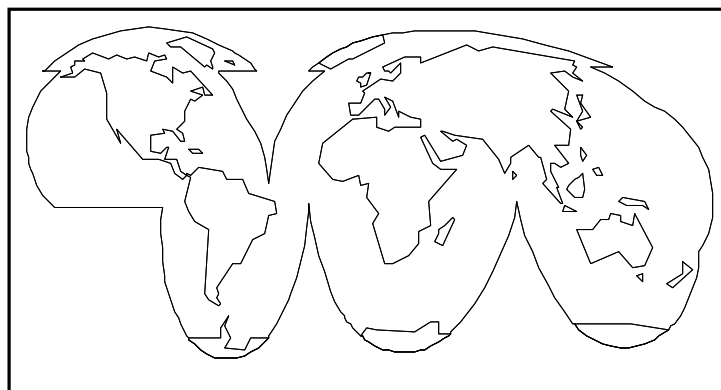
Les mercredi 3 et jeudi 4 septembre de fortes pluies sont tombées sur l'ouest montagneux de la Côte d'Ivoire. Cela s'est soldé par des inondations qui n'ont pas épargné la ville de Man, chef-lieu du Tonkpi. Plus de 145 ménages ont vu leurs biens emportés ou endommagés.

4 jours après, des responsables locaux ont fait une visite de terrain en prétendant vouloir toucher du doigt les causes pro-

fondes et réelles de l'inondation. Selon leur « *expertise* », l'inondation est imputable aux gens qui auraient construit leurs habitations à seulement 1,50 m des caniveaux d'évacuation au lieu des 7,50 m recommandés. Et comme solution, ils veulent faire déguerpir les habitants concernés.

Voilà comment ces gens-là traitent les populations pauvres !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

Dans le monde

SÉNÉGAL : UNE MESURE DE PLUS CONTRE LA POPULATION PAUVRE

Le gouvernement sénégalais cherche de l'argent pour renflouer ses caisses et ce qu'il a trouvé c'est de le prendre dans la poche des plus pauvres. Sachant que de plus en plus de gens dans le pays utilisent le paiement par mobile money pour acheter des marchandises ou pour faire un transfert d'argent à leurs familles, le gouvernement a décidé d'augmenter les taxes sur ce mode de paiement populaire. Dorénavant il y aura 0,5 % sur chaque transfert et 1,5 % sur les paiements marchands. Ainsi, pour un transfert de 10 000 FCFA, l'utilisateur paiera 50 FCFA supplémentaires, tandis que le commerçant qui reçoit ce montant supportera 200 FCFA de taxes. Le gouvernement espère en récolter environ 220 milliards de FCFA en trois ans.

Cette mesure a été annoncée le 1^{er} août dernier en même temps que le « *plan de redressement économique* » mais elle n'a pas encore été appliquée. Le président sénégalais et son Premier ministre craignent-ils une vague de protestation populaire, eux qui ne cessent de dire qu'une de leurs préoccupations est la lutte contre la vie chère ?

Ce que la population a vu depuis leur arrivée au pouvoir c'est que le coût de la vie ne cesse de grimper. Le loyer, l'électricité, l'eau, les denrées ont connu des augmenta-

tions et les petites gens n'en peuvent plus de se serrer la ceinture. Les maigres salaires des travailleurs ne permettent même pas de faire deux repas par jour pendant que les « *nouveaux riches* », ceux qui gravitent autour du nouveau pouvoir, étalent leurs richesses avec arrogance.

Le gouvernement se plaint que ses caisses sont vides ? Soit. Mais sa décision de s'en prendre aux plus pauvres est politique. Il ne veut pas toucher aux superprofits des grandes sociétés de pêche qui pillent la côte sénégalaise, des milliardaires des grandes surfaces, de l'immobilier, de l'industrie, de la banque, du transport et autres. Bien au contraire, ils sont choyés !

Quand ils étaient dans l'opposition face au gouvernement de l'ancien président Macky Sall, les dirigeants du Pastef (le parti de l'actuel président et de son premier ministre) faisaient feu de tout bois et promettaient que, s'ils parvenaient au pouvoir, tout allait changer dans ce pays et que la vie de la population s'améliorerait sensiblement, etc.

Aujourd'hui, ceux qui ont voté pour eux et qui ont cru à leurs promesses sont déçus. Diomaye et son compère Sonko ont peut-être raison de se méfier du coup de colère qui peut arriver.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.